

Numéro de répertoire 2017 /
Date de jugement 28 janvier 2017
Numéro de rôle A/16/03581

COPIE NON SIGNÉE – Article 792 C. Jud. – Exempt du droit d'expédition
Article 280, 2° du Code des droits d'enregistrement

Expédition

Délivré à	Délivré à	Délivré à
le €	le €	le €

☐ Ne pas présenter au receveur

**Tribunal de commerce néerlandophone
de Bruxelles**

Chambre du Président

Demande comme en référé

Présenté le
Ne pas enregistrer

En cause de :

La S.A. DELTA DIFFUSION, dont le siège est établi à 1457 Walhain, Chaussée de Namur 39/6, ayant comme numéro d'entreprise 0439.626.071

Monsieur Philippe Teurlings, indépendant, né à Bruxelles le 09.02.1967, demeurant à 1457 Walhain (Tourinnes-Saint-Lambert), Rue des Ourdons 10

Parties demandereses

Représentées par Maître C. De Fauw et Maître L. Czech, Avocats à 1200 Bruxelles, Avenue de Broqueville 116/1

Et :

BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED, société de droit anglais, inscrite au registre sous le n° GB-225674009, dont le siège est établi au Royaume-Uni, Appartement 2515, St.b Johns Gardens, Bury, Lancashire, BL9 0QW, auparavant établi au Royaume-Uni, Unit 8 Brenton Business Complex, Bond Street, Bury BL97BE

Partie défenderesse

Qui ne comparait pas et n'est pas représentée.

1 LA PROCEDURE

1. La demande a été introduite par citation signifiée le 7 juin 2016.
2. La partie demanderesse a exposé ses moyens et conclusions à l'audience publique du 28 octobre 2016. Le juge des cessations a ensuite pris l'affaire en délibéré.
3. Les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ont été respectées.
4. Le jugement a été rendu contradictoirement.

2 LES FAITS

5. Les faits, pertinents pour le jugement de ce dossier, peuvent être résumés de la manière suivante.

6. La partie demanderesse est spécialisée dans la création de produits pour bébés. Elle met sur le marché depuis 10 ans un pouf pour bébés : « Doomoo-seat ».

7. Deux modèles de ce pouf ont été enregistrés en tant que modèle communautaire auprès de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (ci-après « EUIPO ») le 06.12.2004, sous les numéros d'enregistrement 000262142-001 et 000262142-002. La partie demanderesse dispose des droits exclusifs à cet effet.

8. Selon la partie demanderesse, la partie défenderesse met sur le marché des produits qui peuvent être considérés comme étant identiques, ou très ressemblants.

3 LES DEMANDES DES PARTIES

3.1 La partie demanderesse demande au juge des cessations :

« Déclarer les demandes de la partie demanderesse recevables et fondées. Déclarer la/les demande(s) reconventionnelle(s) de la Défenderesse visant la suppression du Modèle communautaire, non fondée(s).

Rejeter cette demande de la défenderesse.

Par conséquent,

A titre principal,

Conformément au droit des modèles :

- *Constater que la partie défenderesse commet une infraction aux droits de modèle communautaire de la partie demanderesse en fabriquant, achetant, mettant en vente, mettant sur le marché, distribuant, vendant, important, exportant, fournissant, et utilisant d'une quelconque manière ainsi qu'en faisant la promotion à ces fins et en ayant en stock le « Baby Bean Bag » dans toutes les couleurs possibles.*

- *Par conséquent, ordonner immédiatement la cessation de la fabrication, l'achat, la mise en vente, la mise sur le marché, la distribution, la vente, l'importation, l'exportation, la livraison et l'utilisation d'une quelconque manière ainsi que la promotion à ces fins et la possession en stock du pouf précité, aussi bien directement qu'indirectement, par n'importe quelle personne intermédiaire ou canal, en Belgique, et ce sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par infraction individuelle encore constatée à partir de la signification de l'ordre de cessation à intervenir, et par jour où l'infraction subsiste (auquel cas la mise en vente et/ou la vente de chaque exemplaire individuel constituant une infraction sera considérée comme un acte infractionnel).*

Conformément aux droits d'auteur :

- *Constater que la partie défenderesse commet une infraction aux droits d'auteur ayant pour objet le « DOOMOO –seat » en faisant produire, manufacturant, vendant, important et exportant, ou en communiquant différemment au public ou en partageant, mettant en vente ou gardant en stock à cet effet le « Baby Bean Bag ».*
- *Par conséquent, ordonner immédiatement la cessation et le maintien de la cessation de l'infraction précitée sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par infraction individuelle encore constatée à partir de la signification de l'ordre de cessation à intervenir, et par jour où l'infraction subsiste (auquel cas la mise en vente et/ou la vente de chaque exemplaire individuel constituant une infraction sera considérée comme un acte infractionnel).*
- *Ordonner à la partie défenderesse de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires afin de veiller à ce que tous les produits infractionnels, qui appartiennent toujours à BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED, soient retirés du marché (du moins le marché belge) à ses frais, et/ou qu'ils soient rappelés et détruits. En remettre la preuve à la partie demanderesse, dans les 20 jours à compter du prononcé de l'ordre de cessation à intervenir, et ce sous peine d'une astreinte de 1.000 euros par jour de retard.*

- Ordonner à BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED la communication à la partie demanderesse des données citées ci-après, uniquement dans la mesure où elles concernent une vente en Belgique ou un transit via la Belgique à des filiales étrangères/revendeurs étrangers, et spécifiquement concernant
 - Les produits commandés et vendus à l'aide des factures
 - les chiffres de ventes par établissement.
 - La situation du stock en Belgique

Et ce sous peine d'une astreinte limitée à 1.000 euros par document par jour où il n'est pas procédé à la communication.

A titre subsidiaire,

Conformément aux règles relatives aux pratiques du marché

- Constaté qu'à la suite de la commercialisation du « baby bean bag », BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED se rend coupable d'une infraction aux articles VI.95, VI.97, ainsi qu'aux articles VI.104 et VI.105, al. 1 (a) et (c) du Code de Droit Economique.
- Ordonner à BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED d'inviter tous les distributeurs/vendeurs actifs sur le territoire belge et à qui elle a livré les produits infractionnels, par utilisation de la lettre subséquente, avec traduction dans toutes les langues nationales, chez qui les distributeurs ont remis une copie du jugement, à retourner les « baby bean bags » infractionnels qui leur ont été livrés et qui n'ont pas encore été livrés aux consommateurs finaux, et de remettre une copie de chaque lettre envoyée au conseil de la S.A. DELTA DIFFUSION, le tout sous peine d'une astreinte de 1.000 euros par lettre non envoyée :

« Par jugement du [DATE], le Président du Tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles, Belgique, nous a obligés à vous remettre une copie du jugement précité.

Comme vous le lirez, il nous a été interdit de continuer à commercialiser le « Baby Bean Bag » infractionnel.

Par la présente nous vous prions dès lors avec insistance de nous retourner les « Baby Bean Bags » que vous auriez encore en votre possession. »

- *Ordonner à BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED d'envoyer à tous les distributeurs avec lesquels elle a encore conclu une convention mais à qui elle n'a pas encore livré les produits infractionnels, par utilisation de la lettre subséquente, dans toutes les langues nationales, une copie du jugement à intervenir, et de remettre une copie de chaque lettre envoyée au conseil de la S.A. DELTA DIFFUSION, le tout sous peine d'une astreinte de 1.000 euros par lettre non envoyée :*

« Par jugement du [DATE], le Président du Tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles, Belgique, nous a obligés à vous remettre une copie du jugement précité.

Comme vous le lirez, il nous a été interdit de continuer à commercialiser le « Baby Bean Bag » infractionnel. »

Condamner le défendeur au paiement des dépens, y compris l'indemnité de procédure liquidée à 1.440,00 EUR. »

3.2 La partie défenderesse demande au juge des cessations :

« Concernant la demande au principal :

Déclarer la demande au principal des demandeurs recevable mais non fondée ;

Par conséquent rejeter la demande des demandeurs et les condamner aux dépens de la procédure, à liquider dans le chef de la partie demanderesse à 1.440,00 EUR, c'est-à-dire l'indemnité de procédure indexée.

Concernant la demande reconventionnelle :

Donner acte à la partie demanderesse de la demande reconventionnelle formulée par elle avec les présentes conclusions à charge du deuxième demandeur au principal, pour l'annulation des modèles communautaires portant les numéros d'enregistrement 000262142-0001 et 000262142-0002 ;

Déclarer cette demande reconventionnelle recevable et fondée ;

Par conséquent annuler les Modèles communautaires du 6 décembre 2004 portant le numéros d'enregistrement 000262142-0001 et 000262142-0002, au nom du demandeur sur reconvention, et en ordonner la biffure dans le registre de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (« EUIPO »).

Condamner le deuxième demandeur au principal aux dépens de la procédure, liquidés dans le chef de la partie demanderesse à 1.440,00 EUR, à savoir l'indemnité de procédure indexée. »

4 LA RECEVABILITE

9. Les parties n'avancent aucun motif spécifique de non-recevabilité de la demande. Le président ne voit pas non plus de raisons de conclure d'office à la non-recevabilité de la demande. Celle-ci est recevable.

5 LES MOTIFS DE LA DECISION

10. Dans le cas présent, les initiés du secteur en question peuvent être définis comme des commerçants en gros dans le développement et la vente de produits pour bébés.

11. L'impression générale que cela suscite est notamment déterminée par les éléments suivants :

- un sac qui sert de siège pour bébé de forme ovale ;
- dont l'extrémité est plus élevée d'un côté que de l'autre ;
- avec un contraste de couleur entre la partie inférieure et la partie supérieure ;
- qui peut être utilisé avec ou sans sangle de sécurité ;
- qui dispose d'une housse détachable et échangeable.

12. On retrouve la forme et des mesures presque identiques dans le 'baby bean bag' de la partie défenderesse de sorte que ce modèle tombe dans l'étendue de protection des modèles communautaires de la partie demanderesse.

13. La partie défenderesse avance injustement que les aspects extérieurs des Modèles communautaires sont exclusivement déterminés par la fonction technique. Ainsi, la sangle a non seulement un aspect technique mais elle contribue également à l'aspect esthétique. Il est opté pour un design spécifique. De plus, le modèle 'évolitif' ne prévoit pas de sangle sur la housse détachable pour les enfants en bas âge. La surface inclinée n'est pas non plus définie techniquement. L'inclinaison n'est de toute façon pas suffisante pour y asseoir des petits bébés. Enfin, la fermeture éclair a bien une fonction technique mais elle peut aussi être placée ailleurs.

14. La partie défenderesse échoue également dans sa défense lorsqu'elle avance que le modèle de la partie demanderesse ne serait pas nouveau et ne posséderait pas de caractère propre. Dans le cas présent, l'utilisateur informé en la matière est un utilisateur d'articles pour bébés et enfants qui n'est pas modérément mais extrêmement attentif, soit en raison de son expérience personnelle, soit de par ses connaissances élargies dans le secteur en question. Sans être un concepteur ou un expert technique, il connaît dans le secteur en question l'existence de différents articles pour bébés et enfants, il possède une certaine connaissance des éléments que contiennent généralement ces modèles, et il semble de par son intérêt être particulièrement attentif lors de son utilisation.¹ La partie défenderesse omet de démontrer que les modèles présentés comme étant un « patrimoine des dessins ou modèles », appartiennent au secteur des articles pour bébés et enfants. Conformément aux principes généraux du droit des modèles, au plus la liberté du concepteur est limitée lors de la conception d'un modèle, au plus des petites différences entre les modèles en question peuvent suffire pour susciter une impression générale différente chez l'utilisateur informé.

15. L'impression générale entre le modèle enregistré de la partie demanderesse et le modèle de la partie défenderesse est la même.

16. Conformément à l'article 19 du Règlement (CE) n° 6/2002, la partie demanderesse dispose d'un Modèle communautaire enregistré qui lui procure le droit exclusif de l'utiliser et d'empêcher les tiers non autorisés de l'utiliser. La partie défenderesse n'a pas reçu d'autorisation de la partie demanderesse pour intégrer son modèle dans son pouf. La partie défenderesse a au contraire été mise en demeure à plusieurs reprises.

¹ Bruxelles 21 novembre 2014, R.G. 2014/50084, p. 15 (dossier partie demanderesse B1-3)

17. Il en résulte que la commercialisation du 'baby bean bag' par la partie défenderesse constitue une infraction aux droits de modèle exclusifs qui appartiennent à la partie demanderesse.

18. La demande de la partie demanderesse est dès lors fondée.

Concernant les astreintes demandées

19. Les infractions précitées ne peuvent pas être minimisées et elles justifient l'imposition d'une astreinte. Le risque de récidive n'est en effet pas objectivement exclu. Il convient d'autre part de plafonner le montant total des astreintes à confisquer à 1.00.000 euros.

20. Etant donné ce qui précède, les autres moyens sont sans intérêt pour le jugement de l'affaire.

6 LES DEPENS

21. En application de l'Arrêté Royal du 26 octobre 2007 fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat, le montant de base (demande non évaluable en argent) s'élève à 1.440 euros.

7. LE DISPOSITIF

Sur la base des considérants susmentionnés, le juge des cessations prend la décision suivante.

Le juge des cessations déclare la demande de la partie demanderesse recevable et fondée dans la mesure suivante :

Le juge des cessations constate que la partie défenderesse commet, aussi bien directement qu'indirectement, une infraction aux droits de modèle communautaire de la partie demanderesse en fabriquant, achetant, mettant en vente, mettant sur le marché, distribuant, vendant, important, exportant, fournissant, et utilisant d'une quelconque manière ainsi qu'en faisant la promotion à ces fins et en ayant en stock le « Baby Bean Bag » dans toutes les couleurs possibles.

Le juge des cessations ordonne la cessation des pratiques précitées sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par infraction individuelle encore constatée à partir du cinquième jour qui suit la signification du présent jugement.

Le juge des cessations fixe le montant maximum des astreintes à confisquer à 1.000.000 euros.

Le juge des cessations condamne la partie défenderesse aux dépens de la procédure, liquidés dans le chef de la partie demanderesse à 1.440 euros d'indemnité de procédure plus 964,97 euros de frais de citation.

Le présent jugement a été rendu et prononcé par Madame Natalie Swalens, vice-présidente, en remplacement du président, légalement empêché, assistée par Madame Martine Vanden Eycken, greffier, à l'audience publique de la chambre du président, siégeant comme en référé, en la salle E-NL du tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles, Boulevard de Waterloo 70, 1000 Bruxelles, le 28 janvier 2017.

Mme Martine Vanden Eycken
[Sé]

Mme Natalie Swalens
[Sé]

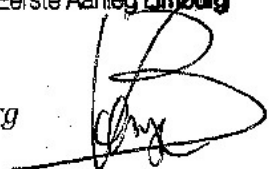
VERONIQUE BONGE

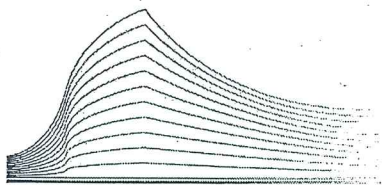
Beëdigde vertaalster

Traductrice jurée

Traductora jurada

Rechtbank van Eerste Aanleg Limburg





2017

Repertoriumnummer 2017 /
Datum van uitspraak 26 JAN 2017
Rolnummer A/16/03581
☐ Niet aan te bieden aan de ontvanger

Uitgifte

Uitgereikt aan	Uitgereikt aan	Uitgereikt aan
op €	op €	op €

Nederlandstalige Rechtbank van Koophandel Brussel

Kamer van de Voorzitter**Vordering zoals in kort geding**

Aangeboden op
Niet te registreren

In de zaak van:

De N.V. DELTA DIFFUSION, met zetel gevestigd te 1457 Walhain, Chaussée de Namur 39/6, hebbende als ondernemingsnummer 0439.626.071

De heer [REDACTED], zelfstandige, geboren te Brussel op 09.02.1967, wonende te 1457 Walhain (Tourinnes –Saint-Lambert), Rue des Ourdons 10

Eisende partijen

Die worden vertegenwoordigd door meester C. De Fauw en meester L. Czech Advocaten te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 116/1

En:

BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED, vennootschap naar Engels recht, ingeschreven in het register onder nr. GB-225674009, met zetel gevestigd in het Verenigd Koninkrijk, Appartement 2515, St.b Johns Gardens, Bury, Lancashire, BL9 0QW, voorheen gevestigd in het Verenigd Koninkrijk, Unit 8 Brenton Business Complex, Bond Street, Bury BL97BE

Verwerende partij

Die niet verschijnt, noch vertegenwoordigd wordt.

1 DE PROCEDURE

1. De vordering werd ingeleid bij dagvaarding die op 7 juni 2016 werd betekend.
2. Eisende partij heeft haar middelen en conclusies voorgedragen in de openbare terechtzitting van 28 oktober 2016. De stakingsrechter nam vervolgens de zaak in beraad .
3. De bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken zijn nageleefd.
4. Het vonnis wordt gewezen na tegenspraak.

2 DE FEITEN

5. De feiten, relevant voor de beoordeling van dit dossier kunnen als volgt worden samengevat.

6. Eisende partij is gespecialiseerd in het creëren van babyproducten. Zij brengt gedurende 10 jaar een babyzitzak op de markt: "Doomoo-seat".

7. Twee modellen van deze poef werden geregistreerd als een Gemeenschapsmodel bij het Bureau voor Intellectuele eigendom van de Europese Unie (hierna "EUIPO") op 06.12.2004, onder de registratienummers 000262142-001 en 000262142-002. Eisende partij beschikt over de exclusieve rechten hiertoe.

8. Verwerende partij brengt volgens eisende partij producten op de markt die kunnen worden beschouwd als indentiek, dan wel sterk gelijkend.

3 DE VORDERINGEN VAN PARTIJEN

3.1 Eisende partij verzoekt de stakingsrechter:

*"De vorderingen van eisende partij ontvankelijk en gegrond te verklaren.
De tegenvordering(en) van Verweerster tot nietigverklaring van het Gemeenschapsmodel ongegrond te verklaren.
Verweerster er van af te wijzen.*

Dienvolgens,

In hoofdorde,

Overeenkomstig het Modellenrecht:

- *Vast te stellen dat de verwerende partij door het vervaardigen, aankopen, aanbieden, in de handel brengen, distribueren, verkopen, invoeren, uitvoeren, leveren, en op enige wijze gebruiken alsmede het voor deze doeleinden in promotie voeren en in voorraad hebben van de "Baby Bean Bag" in alle mogelijke kleuren, een inbreuk pleegt op de gemeenschapsmodelrechten van eisende partij.*

- *Dienvolgens, onmiddellijk de staking van het vervaardigen, aankopen, aanbieden, in de handel brengen, distribueren, verkopen, invoeren, uitvoeren, leveren, en op enige wijze gebruiken alsmede het voor deze doeleinden in promotie voeren en in voorraad hebben van de voormelde zitzak, zowel rechtstreeks als onrechtstreeks, via eender welke tussenpersoon of kanaal, in België, dit onder de verbeurte van een dwangsom van 5.000 euro per individuele inbreuk die nog wordt vastgesteld vanaf betekening van het tussen te komen stakingsbevel en per dag dat de inbreuk nog blijft bestaan (waarbij het aanbod en/of de verkoop van elk individueel inbreukmakend exemplaar als een inbreukmakende handeling zal worden beschouwd).*

Overeenkomstig het Auteursrecht:

- *Vast te stellen dat de verwerende partij door het laten produceren, bewerken, verkopen, in-en uitvoeren, of anderszins meedelen aan het publiek of verdelen, aanbieden of daartoe in voorraad houden van de "Baby Bean Bag" een inbreuk pleegt op de auteursrechten met als voorwerp de "DOOMOO-seat".*
- *Dienvolgens, onmiddellijk de staking en het gestaakt houden te bevelen van voormelde inbreuk onder de verbeurte van een dwangsom van 5.000 euro per individuele inbreuk die nog wordt vastgesteld vanaf betekening van het tussen te komen stakingsbevel en per dag dat de inbreuk nog blijft bestaan (waarbij het aanbod en/of de verkoop van elk individueel inbreukmakend exemplaar als een inbreukmakende handeling zal worden beschouwd).*
- *Verwerende partij te bevelen tot het nemen van alle nuttige en nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat alle inbreukmakende producten, die nog eigendom zijn van BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED, op haar kosten uit het handelsverkeer (minstens Belgisch), worden verwijderd en/of terug worden geroepen en vernietigd. Hiervan aan eisende partij, binnen de 20 dagen te rekenen vanaf de uitspraak van het tussen te komen stakingsbevel, het bewijs van deze vernietiging te laten geworden, en dit alles onder de verbeurte van een dwangsom van 1.000 euro per dag vertraging.*

- *BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED te bevelen tot de mededeling aan eisende partij van de hierna weergegeven gegevens enkel in de mate dat ze betrekking hebben op een verkoop in België dan wel doorvoer via België aan buitenlandse filialen/ doorverkopers en dit specifiek m.b.t.*

- *De bestelde en verkochte producten aan de hand van de facturen*
- *De verkoopscijfers per vestiging beleverd.*
- *De Belgische voorraadsituatie*

En dit onder de verbeurte van een dwangsom beperkt tot 1.000 euro per document per dag dat niet wordt meegedeeld.

In ondergeschikte orde,

Overeenkomstig de regels inzake Marktpraktijken

- *Vast te stellen dat BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED, door commercialisatie van de «baby bean bag», zich schuldig maakt aan een inbreuk op de artikelen VI.95, VI.97., alsook artikelen VI.104 en VI.105, al. 1 (a) en (c) van het Wetboek Economisch Recht.*
- *BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED het gebod op te leggen om al de distributeurs/verkopers actief op het Belgisch grondgebied aan wie zij de inbreuk makende producten heeft geleverd middels gebruikmaking van navolgende brief, met vertaling in alle landstalen, waarbij de distributeurs kopie van het vonnis bezorgd, uit te nodigen de aan hen geleverde en nog niet aan de eindconsumenten geleverde inbreuk makende "baby bean bags" te retourneren en een kopie van elke verstuurde brief te bezorgen aan de raadsman van de N.V. DELTA DIFFUSION, een en ander onder verbeurte van een dwangsom van 1.000 euro per niet verstuurde brief:*

"Bij vonnis van [DATUM] heeft de Voorzitter van de Nederlandstalige rechtbank van koophandel te Brussel, België, ons verplicht u kopie van voornoemd vonnis te bezorgen.

Zoals u zal lezen werd het ons verboden om nog langer de

inbreukmakende "Baby Bean Bag" te commercialiseren.

Bij deze verzoeken wij u derhalve met aandrang ons de "Baby Bean Bags" die u nog in uw bezit zou hebben te retourneren."

- *BEAN BAG PLANET WORLDWIDE LIMITED het gebod op te leggen om al de distributeurs met wie zij nog een overeenkomst heeft afgesloten maar aan wie zij nog geen inbreuk makende producten heeft geleverd middels gebruikmaking van navolgende brief, in alle landstalen, een kopie van het tussen te komen vonnis te sturen en een kopie van elke verstuurde brief te bezorgen aan de raadsman van de N.V. DELTA DIFFUSION, een en ander onder de verbeurte van een dwangsom van 1.000 euro per niet verstuurde brief:*

"Bij vonnis van [DATUM] heeft de Voorzitter van de Nederlandstalige rechtbank van koophandel te Brussel, België, ons verplicht u kopie van voornoemd vonnis te bezorgen.

Zoals u zal lezen werd het ons verboden om nog langer de inbreukmakende "Baby Bean Bag" te commercialiseren."

Verweerder te veroordelen tot de betaling van gerechtskosten, inclusief de rechtsplegingsvergoeding begroot op 1.440,00 EUR."

3.2 Verwerende partij verzoekt de stakingsrechter:

"Betreffende de hoofdvordering:

De vordering van eisers op hoofdvordering ontvankelijk, doch ongegrond te verklaren;

Dienvolgens eisers ervan af te wijzen en hen te veroordelen tot de kosten van het geding, aan de zijde van eisende partij te begroten op 1.440,00 EUR, zijnde de geïndexeerde rechtsplegingsvergoeding.

Betreffende de tegenvordering:

Akte te verlenen aan eisende partij van de door haar met onderhavige conclusies lastens eiser op hoofdvordering sub 2 geformuleerde

tegenvordering in nietigverklaring van de Gemeenschapsmodellen met de registratienummers 000262142-0001 en 000262142-0002;

Deze tegenvordering ontvankelijk en gegrond te verklaren;

Dienvolgens de Gemeenschapsmodellen dd. 6 december 2004 met de registratienummers 000262142-0001 en 000262142-0002, op naam van verweerder op tegenvordering, nietig te verklaren en de doorhaling ervan te bevelen in het register van het EU Bureau voor de Intellectuele Eigendom (EUIPO).

Eiser op hoofdvordering sub 2 te veroordelen tot de kosten van het geding, aan de zijde van eisende partij te begroten op 1.440,00 EUR, zijnde de geïndexeerde rechtsplegingsvergoeding."

4 DE ONTVANKELIJKHEID

9. Partijen werpen geen specifieke gronden van niet ontvankelijkheid van de vordering op. De voorzitter ziet evenmin redenen om ambtshalve te besluiten tot de niet-ontvankelijkheid van de vordering. Deze is ontvankelijk.

5 DE GRONDEN VAN DE BESLISSING

10. In casu kunnen de ingewijden van de betrokken sector omschreven worden, als groothandelaars in het ontwikkelen en verkopen van babyproducten.

11. De algemene indruk die wordt gewekt wordt onder meer bepaald door de volgende elementen:

- een zak die fungeert als babyzetel met een ovale vorm;
- waarvan het uiteinde aan één kant hoger is dan aan de andere kant;
- waarbij er een contrast bestaat in kleur tussen de bovenlaag en de onderlaag;
- die zowel met als zonder veiligheidsriem kan worden gebruikt;
- die beschikt over afneembare verwisselbare hozen.

12. De vorm en de bijna identieke afmetingen zijn verwerkt in de 'baby bean bag' van verwerende partij zodat dit model binnen de beschermingsomvang van de Gemeenschapsmodellen van eisende partij valt.

13. Verwerende partij voert ten onrechte aan dat de uiterlijke kenmerken van de Gemeenschapsmodellen uitsluitend bepaald worden door de technische functie. Zo is de riem niet alleen technisch bepaald maar draagt deze ook bij tot het esthetisch aspect. Er werd gekozen voor een specifiek design. Bovendien is er in het 'meegroeï'-model geen riem voorzien op de afneembare hoes voor peuters. Ook het hellend oppervlak is niet technisch bepaald. De helling is sowieso niet voldoende om kleine baby's te laten zitten. Tot slot heeft een ritssluiting wel een technische functie maar kan deze ook elders geplaatst worden.

14. Verwerende partij faalt ook in haar verweer waar zij aanvoert dat het model van eisende partij niet nieuw zou zijn en geen eigen karakter zou bezitten. *In casu*, is de geïnformeerde gebruiker in deze zaak een gebruiker van baby- en kinderartikelen die niet slechts gemiddeld, maar in hoge mate aandachtig is, hetzij door zijn persoonlijke ervaring, hetzij door zijn uitgebreide kennis van de betrokken sector. Zonder een ontwerper of een technisch deskundige te zijn, kent hij in de betrokken sector het bestaan van verschillende baby- en kinderartikelen, bezit hij een zekere kennis met betrekking tot de elementen die deze modellen over het algemeen bevatten, en geeft hij door zijn belangstelling blijk van een vrij hoog aandachtsniveau bij het gebruik ervan.¹ Verwerende partij laat na aan te tonen dat de modellen zoals opgeworpen als zijnde "vormgevingserfgoed" behoren tot de sector van de baby- en kinderartikelen. Overeenkomstig de algemene principes van het modellenrecht geldt dat hoe meer de vrijheid van de ontwerper bij de ontwikkeling van een model beperkt is, hoe meer kleine verschillen tussen de betrokken modellen kunnen volstaan om bij de geïnformeerde gebruiker een andere algemene indruk te wekken.

15. De algemene indruk tussen het geregistreerd model van eisende partij en het model van verwerende partij is dezelfde.

16. Overeenkomstig artikel 19 van de Verordening (EG) nr. 6/2002, beschikt eisende partij over een ingeschreven Gemeenschapsmodel die hem het uitsluitend recht biedt om het te gebruiken én derden aan wie hij daartoe geen toestemming heeft gegeven, te beletten het te gebruiken. Verwerende partij heeft geen toestemming gekregen van eisende partij om haar model te

¹ Brussel 21 november 2014, A.R. 2014/50084, p. 15 (bundel eisende partij B1-3)

verwerken in haar zitzak. Integendeel verwerende partij werd verschillende keren in gebreke gesteld.

17. Hieruit volgt dat de commercialisatie van de 'baby bean bag' door de verwerende partij een inbreuk vormt op de exclusieve modelrechten die toebehoren aan eisende partij.

18. De vordering van eisende partij is dan ook gegrond.

Over de gevorderde dwangsommen

19. Voormelde inbreuken mogen niet worden geminimaliseerd en verantwoorden het opleggen van een dwangsom. Het risico op herhaling is immers niet objectief uitgesloten. Het past anderzijds het totaal bedrag van de te verbeuren dwangsommen te plafonneren op 1.00.000 euro.

20. Gelet op het bovenstaande zijn de overige middelen zonder belang voor de beoordeling van de zaak.

6 DE KOSTEN

21. Met toepassing van het Koninklijk Besluit van 26 oktober 2007 tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en de kosten verbonden aan de bijstand van de advocaat bedraagt het basisbedrag (niet in geld waardeerbare vordering) 1.440 euro.

7 HET BESCHIKKEND GEDEELTE

Op grond van de bovenstaande overwegingen neemt de stakingsrechter volgende beslissing.

De stakingsrechter verklaart de vordering van eisende partij ontvankelijk en gegrond in de volgende mate:

De stakingsrechter stelt vast dat verwerende partij door het vervaardigen, aankopen, aanbieden, in de handel brengen, verdelen, verkopen, invoeren, uitvoeren, leveren, en op enige wijze gebruiken alsmede het voor deze

doeleinden promotie voeren en in voorraad hebben van de "Baby Bean Bag" in alle mogelijke kleuren, zowel rechtstreeks als onrechtstreeks, een inbreuk pleegt op de gemeenschapsmodelrechten van eisende partij.

De stakingsrechter beveelt de staking van voormelde praktijken onder de verbeurte van een dwangsom van 5.000 euro per individuele inbreuk die nog wordt vastgesteld vanaf de vijfde dag na de betekening van dit vonnis.

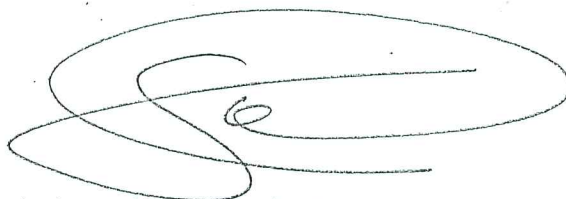
De stakingsrechter bepaalt het maximum aan te verbeuren dwangsommen op 1.000.000 euro.

De stakingsrechter veroordeelt verwerende partij tot de kosten van het geding in hoofde van eisende partij begroot op 1.440 euro rechtsplegingsvergoeding plus 964,97 euro dagvaardingskosten.

Dit vonnis werd gewezen en uitgesproken door mevrouw Natalie Swalens, ondervoorzitter, in vervanging van de voorzitter, wettelijk belet, bijgestaan door mevrouw Martine Vanden Eycken, griffier, op de openbare terechtzitting van de kamer van de voorzitter, zitting houdend zoals in kort geding, in de zaal E-NL van de Nederlandstalige rechtbank van koophandel Brussel, Waterloolaan 70, 1000 Brussel, op 28 JAN 2017



Mevr. Martine Vanden Eycken



Mevr. Natalie Swalens